

Déclaration liminaire au CSA de Réseau : Entre immobilisme budgétaire et restructurations en cascade : la douane est sous pression.



séance du 10 février 2026

Madame la Présidente,

Nous abordons ce premier CSAR de 2026 **sans grande attente**, malheureusement, alors que le pays entre dans une année de transition politique avant des échéances électorales majeures. D'ailleurs, l'ordre du jour n'offre toujours pas de perspective réellement encourageante, ce qui ne fait que renforcer le sentiment d'un **pilotage au jour le jour**, loin des ambitions attendues pour notre administration.

Entre 2024 et 2025, les dépenses n'ont progressé que de **1,6 %**, essentiellement absorbées par l'achat de scanners et le renouvellement des moyens nautiques de la DNGCD. Autrement dit, **la dynamique structurelle pourtant nécessaire n'est toujours pas enclenchée. Aucun investissement massif, aucune vision d'ensemble** pour une douane qui affronte pourtant une explosion sans précédent des trafics.

À l'heure d'examiner le budget 2026, le constat est **tristement familier** : on reconduit les services votés, on ajuste à la marge, et on espère que cela suffira. Le budget global pourrait certes augmenter entre 2025 et 2026 dans les mêmes proportions que l'exercice précédent, mais essentiellement pour poursuivre des renouvellements de matériels. **Est-ce cela, l'ambition nationale pour la douane ?** Peut-on sérieusement s'en satisfaire alors que **les besoins explosent** et que **les discours politiques promettaient monts et merveilles** ?

Rappelons-nous : à l'automne dernier, les députés de tous bords rivalisaient de déclarations enflammées pour une douane « **renforcée, plus nombreuse, mieux équipée** ». Beaucoup de paroles, beaucoup d'effets de tribune... **et quel résultat concret ?** Au plus proche de nous, nous pourrions citer le PDM pour « **plan douanes massif** ». Fruit d'une décision présidentielle révélée dans la presse nationale. **Quelle en sera la finalité concrète ?** (*nous y reviendrons*)

Pour rappel, le dernier contrat d'objectifs et de moyens (**150 M€**) a expiré le 31 décembre dernier. Pendant ce temps, la **LOPMI et ses 15 milliards d'euros** court toujours jusqu'en 2027 (curieuse coïncidence de calendrier...), mais **la douane, elle, n'a plus aucun plan d'investissement dédié**.

Et l'attractivité ? **Elle poursuit son effritement**, notamment en regard de celle des autres forces de sécurité intérieure qui, elles, bénéficient de **plans massifs**, de **revalorisations régulières** et d'une **stratégie assumée**. L'évolution salariale est tout aussi éloquent. Depuis 8 ans (01/01/2018), en comparaison le SMIC a progressé :

- 1,2 fois plus vite que le traitement brut d'un ACP2 (échelon 1)
- 1,3 fois plus vite que le traitement brut d'un C2 (échelon 1)
- 2,2 fois plus vite que le traitement brut d'un inspecteur (échelon 1)

Ces simples chiffres résument **l'ampleur du décrochage**. Pendant que **les missions se complexifient**, que **les trafics explosent**, que **les injonctions politiques s'accumulent**, les agents de la DGDDI voient **leur pouvoir d'achat s'éroder** et **leur reconnaissance stagner**.

Écart 2018-2026 → type de rémunération ↓	Variation par mois <i>globale</i>	Variation par mois <i>en rythme annuel</i>	coefficient
SMIC	324,56€	40,56€	X 1
ACP2 – échelon 1	269,36€	33,67€	X 1,2
C2 – échelon 1	247,36€	30,92€	X 1,3
Inspecteur – échelon 1	149,44€	18,68€	X 2,2

Ainsi, nous vous renvoyons vers notre **liste conséquente de revendications indispensables pour la survie de la douane en milieu hostile !** (*voir l'encadré en fin de document*)



UNSA Douanes : le syndicat 100% douaniers !



Déclaration liminaire au CSA de Réseau : Entre immobilisme budgétaire et restructurations en cascade : la douane est sous pression.



séance du 10 février 2026

En terme d'emplois, nous resterons à un niveau strictement **identique**. « Ne vous plaignez pas », diront certains, en pointant les **3 119 suppressions de postes** chez les opérateurs et ministères de l'État. Mais prenons un exemple concret : alors que le PDM prévoit une « **mobilisation accrue aux Antilles** », comment expliquer que vous n'ayez visiblement d'autre choix que de **prélever des effectifs sur d'autres directions** pour colmater les **15 emplois supprimés en Guadeloupe en 2025** ? Autrement dit, même lorsqu'un plan est censé renforcer la douane, **la réalité budgétaire impose des vases communicants** : on déshabille Pierre pour habiller Paul, sans création nette, sans vision d'ensemble, et au détriment des missions comme des agents.

Par contre, il semble y avoir un secteur en pleine croissance : **la restructuration**. Depuis deux ans, en ajoutant les mesures étudiées ce jour, vous nous aurez présenté **pas moins de 20 plans de restructuration** (hors TMF). Cela représente **quasi un par mois**, un rythme soutenu qui en dit long sur la frénésie réorganisatrice de notre administration. Avec, à la clé, toujours les mêmes conséquences : des agents contraints de s'adapter à de nouvelles fonctions, des équipes déstabilisées, et trop souvent des **mobilités géographiques imposées**, sans réelle prise en compte des impacts humains. Autrement dit, pendant que les investissements stagnent, **la seule politique réellement dynamique à la douane semble celle du redécoupage permanent**.

Enfin, revenons sur le **Plan Douanes Massif**. Préparé dans la plus grande discrétion, il nous a fallu consulter la presse nationale pour comprendre de quoi il retournait réellement. Sur ce point, vous remercieriez nos dirigeants pour la « **confiance** » qu'ils nous accordent : ils prennent grand soin de nous maintenir à l'écart depuis la révélation de ce prétendu nirvana. Une méthode qui en dit long sur **la place accordée au dialogue social** et sur **la considération portée aux agents comme à leurs représentants**.

Il apparaît donc que, lors d'une réunion interministérielle autour du chef de l'État, celui-ci a exigé un « **plan douanes massif** » pour renforcer la lutte contre le narcotrafic dans les ports et les aéroports, estimant qu'il fallait désormais « **changer d'échelle** ». Ce plan est attendu sous un mois. Le président réclame des **investissements massifs en scanners**, des **opérations coup de poing**, ainsi qu'une **mobilisation beaucoup plus massive aux Antilles**, avec un plan d'urgence pour les quatre îles, une coopération régionale renforcée et des moyens humains et techniques « **à la hauteur** ». Ce dernier point pourrait d'ailleurs être une réponse à nos différents courriers de 2025 pour alerter sur la situation aux Antilles ([Insécurité, trafics et abandon de l'État : la Guadeloupe ne doit plus être oubliée !](#))

Tout cela semble très bien, mais **l'avis des principaux concernés... ça intéresse quelqu'un ?** On exige de la douane qu'elle « **change d'échelle** », qu'elle absorbe de nouveaux matériels, de nouvelles missions, de nouvelles priorités... mais **sans jamais écouter ceux qui tiennent la barque à flot**.

Parlerons-nous des **saisies de stup dans le fret** ? Là même où, depuis des années, nous réclamons **un cap clair** et une doctrine opérationnelle stable pour les bureaux **OP/CO** ?

Parlerons-nous d'un **contrôle douanier réalisé par la Police**, faute de personnels douaniers disponibles pour mener une opération d'ampleur ? C'est donc cela, la « montée en puissance » annoncée ? **Externaliser nos propres missions**, faute d'effectifs suffisants pour les assumer ?

À la suite des déclarations du Chef de l'État, nous avons réagi par un [communiqué limpide](#), exprimant nos **espoirs** mais aussi nos **attentes légitimes** face à une mobilisation annoncée comme historique. Aussi, nous vous encourageons vivement à **ne pas préparer ce plan dans notre dos**, et par la même occasion dans celui des agents. Un plan « massif » ne peut pas être conçu par un cercle restreint, en dehors de la douane, **sans concertation, sans transparence, sans dialogue réel** avec celles et ceux qui devront l'appliquer.

Si l'ambition est sincère, la douane ne pourra pas « changer d'échelle » avec des annonces verticales, des restructurations permanentes et des moyens humains insuffisants. Elle ne pourra le faire qu'en **écoutant celles et ceux qui, chaque jour, assurent la protection du territoire**, souvent dans des conditions dégradées, mais toujours avec un sens du service public irréprochable.

Nous serons au rendez-vous. À vous de décider si vous souhaitez que la douane le soit aussi.



UNSA Douanes : le syndicat 100% douaniers !



Déclaration liminaire au CSA de Réseau : **Entre immobilisme budgétaire et restructurations en cascade : la douane est sous pression.**



séance du 10 février 2026

REVENDEICATIONS UNSA/CGC DOUANES :

- l'ouverture d'un cycle de négociations dédié au régime indemnitaire pour tous les agents des douanes ;
- des grilles de rémunérations cohérentes, attractives et conformes aux exigences de nos métiers, fussent-elles dédiées pour y parvenir...
- un accès renforcé au logement social pour tous les douaniers ;
- un réel déroulement de carrière et de véritables leviers de reconnaissance, accessibles et motivants pour tous les personnels (agents et encadrants SU et OP/CO-AG généralistes et spécialistes) ;
- la reconnaissance pleine et entière de la pénibilité en douane tant en OP/CO qu'en Surveillance (avec l'accès au statut « d'actif » pour les OP/CO en horaires atypiques et celui de « super actif » pour les agents SU les plus fortement engagés) ;
- le besoin de conciliation des temps personnels et professionnels ;
- l'anonymisation de tous les actes et procédures ;
- davantage de moyens pour la formation professionnelle tant pour les stages initiaux que pour la formation continue ;
- la gratuité des transports en commun pour se rendre au travail ou des aides aux déplacements pour ceux qui ne peuvent pas les utiliser ;
- des soutiens complémentaires pour la parentalité en faveur de tous les douaniers et douanières, notamment pour ceux opérant selon des horaires atypiques ;
- une interconnexion des systèmes de gestion, une simplification des actes, des procédures et des outils de contrôle pour dégager du temps « relationnel » afin de renforcer les collectifs de travail.

À Montreuil, le 10 février 2026.